

# L'ÉVÉNEMENT

## SYNDICAL

N° 47

26<sup>e</sup> année • mercredi 22 novembre 2023

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



THIERRY PORCHET

Il y a 25 ans, Unia lançait sa première campagne en faveur d'une rémunération minimale. Lors d'un colloque, le syndicat a tiré un bilan des luttes menées dans ce sens. Depuis 2017, cinq cantons ont introduit un salaire minimum, des villes leur ont emboîté le pas. Rétrospective sur un dispositif contre la précarité qui a de l'avenir. **PAGE 3**

### POINT DE MIRE

## Le prix du bon marché

Sonya Mermoud

Vendredi noir en perspective sur le front social et de l'environnement. Ce 24 novembre, nombre d'enseignes participeront au *Black Friday* annoncé depuis des jours à coup de matraquages publicitaires. Cette désastreuse opération commerciale, organisée le dernier vendredi de novembre, se traduit par un consumérisme débridé. Une fièvre acheteuse attisée à grands renforts de soldes extraordinaires. De prétendues bonnes affaires qui englobent bien souvent des produits de piètre qualité ou des promotions qui n'en sont pas, les coûts ayant été artificiellement gonflés au préalable. Les distributeurs peuvent aussi compter sur une surconsommation programmée pour s'assurer de confortables marges avec des articles cédés à prix cassés. Véritables économies ou non, la démarche pèse en revanche de tout

son poids sur le climat et le personnel, d'un bout à l'autre de la chaîne. D'abord dans des usines lointaines où des petites mains ont travaillé à flux tendu, le plus souvent pour des salaires de misère, pour coudre ces surplus de vêtements ou assembler les composants d'appareils électroniques ou électroménagers vendus sur nos rayons ou en ligne. Puis ici, avec des employés de la vente ou de la logistique sous pression. Des travailleuses et des travailleurs qui subissent de plein fouet les effets de cette journée drainant une importante clientèle soucieuse de profiter de ce qu'on lui présente comme une aubaine. Et dès lors prête à dépenser pour des produits dont souvent elle n'a pas réellement besoin. Même si des consommateurs aux moyens réduits y trouveront peut-être leur compte.

Le *Black Friday* exacerbe indubitablement la crise écologique. En dépit des alertes répétées des ONG sur les conséquences désastreuses de la *fast fashion*, la tendance de la mode éphémère ne cesse de croître. Alors que la durée de vie des fringues à petit prix, elle, diminue d'autant. Avec des vêtements aussi vite achetés, aussi vite jetés et remplacés, générant de surcroît, outre l'empreinte carbone liée à leur production, des montagnes de déchets textiles au recyclage aléatoire. Public Eye vient encore de publier une enquête sur cette industrie parmi les plus polluantes du globe, s'intéressant notamment à l'enseigne Zara, propriété d'Inditex. Ce dernier recourt au fret aérien pour distribuer sa marchandise aux quatre coins de

la Terre. A titre d'exemple, il affrète chaque semaine 32 avions à l'aéroport de Saragosse transportant chacun une centaine de tonnes d'habits. L'an dernier pas moins de 621 244 tonnes d'articles ont été produits rien que pour Zara (voir en page 5)... Dans le genre «On-s'en-fout-de-la-planète», Greenpeace pointe via une nouvelle enquête les dérives de Digitec Galaxus, filiale de Migros, et d'autres détaillants qui détruisent chaque année en Suisse 300 tonnes de produits électroniques et électroménagers neufs! La recherche menée par l'ONG l'a notamment conduite à équiper de traceurs des articles qu'elle avait commandés afin de connaître leur sort à leur renvoi. Sur 25 produits retournés, six ont terminé leur vie éclair dans un centre de démantèlement. A savoir une radio, un clavier avec souris, deux grille-pain et deux caméras de surveillance en parfait état de fonctionnement. Greenpeace estime par ailleurs que le nombre de textiles invendus détruits provenant du marché suisse pourrait atteindre 80 000 tonnes par an. Cherchez l'erreur dans un monde aux ressources naturelles limitées menacé par l'aberration d'un système économique basé sur une croissance infinie...

Dans ce contexte, avant de céder aux sirènes des promotions du *Black Friday*, la logique voudrait que chacun s'interroge sur la réelle nécessité d'un achat. Sur l'impact du superflu et de l'inutile alors que les épisodes climatiques extrêmes se multiplient et que l'effondrement de la biodiversité nuit directement à notre survie. ■

### PROFIL



Olivier Chapuis, écrire pour extérioriser ses émotions.

**PAGE 2**

### EXPLOITATION

Le point sur la traite des êtres humains.

**PAGES 6-7**

### NETTOYAGE

Revalorisation des salaires.

**PAGE 9**

### SANTÉ

Mobilisation des soignants.

**PAGE 10**



Sonya Mermoud

L'univers littéraire d'Olivier Chapuis évolue au gré de drames. Pas d'histoires qui finissent vraiment bien, lui donnant des impressions de «factice». Tout au plus des touches d'humour noir propres à «alléger la sauce»... Et des récits abordant des dysfonctionnements de la société ainsi que des thèmes récurrents comme l'abandon et la culpabilité qui mettent de la chair autour de l'os. Et tendent à susciter la réflexion. «Dans un monde parfait, je n'écrirai pas», affirme l'écrivain vaudois de 54 ans, qui a publié onze livres et nouvelles et continue à exercer le métier de correcteur nécessaire à sa subsistance. Sa passion de l'écriture remonte à sa prime jeunesse. Une période de sa vie plutôt difficile que l'enfant d'alors, très timide, fils unique, adoucira à travers des textes l'aidant à s'échapper de la réalité. «Déjà à 10 ans, j'adorais les rédactions. J'aimais alors surtout les histoires fantastiques. Et puis, nous n'avions pas des écrans comme aujourd'hui. La télévision, que je refuse toujours d'avoir au domicile, comptait trois chaînes», raconte Olivier Chapuis qui, à 24 ans, retrouve, des compositions rédigées au collège, les améliore et participe à des concours de nouvelles avec bonheur. De quoi lui donner envie de poursuivre dans cette voie. A force de persévérance – son maître-mot, une qualité en laquelle il croit –, il publie en 2013 son premier ouvrage. Pied désormais clairement à l'étrier.

IMAGINATION DÉBRIDÉE

«Ça marche plutôt bien, j'ai de la chance», note celui qui vient aussi de rédiger une série de *Brèves de salon*, parues aux Editions Montsalvens. Et envisage d'étoffer ce premier recueil. Un ouvrage qui se décline en anecdotes, saynètes liées à la sphère littéraire entre salons, séance de dédicaces... «J'ironise alors sur moi, le milieu, les magouilles cachées, le rapport avec le public à travers des textes courts. Certains écrivains se prennent pour des dieux. On se croit exceptionnel, irrésistible», s'amuse Olivier Chapuis, qui anime aussi des ateliers d'écriture. «Ils réunissent des personnes très motivées des deux sexes – avant il y avait surtout des femmes, c'est désormais plus équilibré. Je donne des consignes, les épauler... Très intéressant», explique l'homme de plume, qui a par ailleurs fondé, avec sa compagne Sabine Dormond, elle aussi écrivaine, Les dissidents de la pleine lune. Il s'agit d'un groupe d'auteurs qui se réunissent une fois par mois et partagent leurs écrits sur un thème et une longueur maximale donnés. Le dernier était consacré au «Dénier du dindon». «On lit nos textes, on les commente et on mange ensemble. C'est une stimulation pour les participants âgés de 20 à 80 ans – la majorité d'entre eux n'a pas publié – et un moment de convivialité, de partage. On se produit parfois aussi sur scène», complète Olivier

Chapuis jamais en rade d'idées. «J'ai beaucoup d'imagination; je fais également du théâtre d'impro», souligne l'écrivain, ajoutant ne pas connaître l'angoisse de la page blanche. «Mais évidemment, le doute m'accompagne. Le doute de ne pas parvenir à toucher le cœur des lecteurs.»

BESOIN D'ÊTRE AIMÉ

Musique techno propre à l'isoler des distractions du quotidien et en compagnie de SageX, son chat, Olivier Chapuis privilégie la tranquillité de son petit appartement pour écrire. Et se met plus volontiers au travail les après-midi et les soirées. Après une lutte qu'il finit toujours par rempor-

ter contre une tendance à la procrastination. «J'écris pour me créer un autre monde. Au début, il s'agissait surtout d'échapper au mien, puis d'extérioriser des émotions. J'ai aussi besoin de publier et d'être aimé du public, d'être reconnu. Si je ne l'étais pas, je ne continuerais pas nécessairement», confie le Vaudois, animé par ce souci de partage alors même qu'il peut se montrer assez détaché. «Non pas par manque d'empathie, mais par protection. De peur d'être submergé par mes sentiments. Ce détachement, qui peut en irriter certains, m'aide à vivre.» Le quinquagénaire «plutôt réaliste et un peu pessimiste», s'attendant toujours à une catastrophe, a

toujours pratiqué des sports, propres à le ressourcer. «J'en fais depuis l'âge de mes 10 ans. Ça a contribué à me sauver, gamin. Je nage et suis aussi un adepte des baignades hivernales dans le lac. Je fais par ailleurs beaucoup de vélo. J'apprécie aller au bout de mes limites. Et puis, je marche énormément», précise celui qui ne possède pas de permis de conduire. Aussi par souci écologique. A ce propos, Olivier Chapuis s'irrite de l'inertie face au dérèglement climatique: «Chacun trouve toujours un prétexte pour ne pas en faire davantage. Mes efforts? Je ne prends plus l'avion, je consomme des produits locaux et mange très peu de viande.»



Olivier Chapuis trouve à travers ses récits un moyen de se créer un autre monde.

# ÉCRIRE POUR EXTÉRIORISER SES ÉMOTIONS

Privilégiant les histoires sombres, l'écrivain Olivier Chapuis n'aurait jamais pris la plume dans un monde parfait

LE LUXE DU TEMPS

N'appréciant guère le mot «bonheur», Olivier Chapuis préfère à ce concept «le luxe d'avoir du temps.» Et confie sa peur de mourir. «L'idée que tout se termine, qu'on ne revienne plus jamais m'effraie.» Cet athée confesse également sa crainte de la violence. «Elle me tétanise», affirme-t-il, malgré une tendance à endosser un rôle de médiateur. Au petit jeu du choix d'un animal, d'une couleur et d'un végétal, Olivier Chapuis répond respectivement «le chat, faussement indépendant, on se ressemble; le bleu, apaisant et qui m'évoque l'océan que j'adore; et le cactus, à l'aspect hostile mais renfermant de l'eau». Quant à ses rêves, l'écrivain, fan de Jean-Philippe Toussaint et qui parlerait volontiers féminisme avec Virginie Despentes, partage son espoir de pouvoir poursuivre sur sa lancée et d'élargir le cercle de son lectorat au public français. Non pas pour l'argent mais toujours en raison de ce besoin de reconnaissance. «J'ai des projets littéraires pour les vingt prochaines années au moins», sourit-il, avant de conclure, une ombre au front: «Pourvu que la littérature ne soit pas trop empoisonnée par la censure!» Un souhait à prendre à la lettre... ■

1 + 1 = 11  
David Prêtre/Albedo



Pierre de Météorite  
invitait  
à venir faire la tête au musée.



# «LE SALAIRE MINIMUM A DE L'AVENIR»

Organisé par Unia, un colloque a tiré le bilan d'un quart de siècle de campagnes en faveur des bas salaires

Textes Jérôme Béguin  
Photos Thierry Porchet

Depuis 2017, cinq cantons ont introduit un salaire minimum légal, tandis que cinq autres sont appelés à se prononcer en votation à la suite de dépôts d'initiatives. En juin dernier, ce sont les citoyens de Zurich et de Winterthour qui ont accepté un salaire minimum municipal, qui bénéficiera à 20 000 salariés des deux agglomérations. Trois autres villes alémaniques se prononceront prochainement. Ce dispositif contre la précarité est porté par les syndicats, ce qui peut paraître une évidence, mais cela n'allait pas de soi il y a à peine un quart de siècle. Ce n'est qu'en 1998 que l'Union syndicale suisse (USS) a décidé de politiser la question des bas salaires en tant que problème de société et de les placer au centre de son action. Jusqu'aux années 1990, la stratégie syndicale reposait sur les conventions collectives de travail (CCT). Le problème, c'est que dans de nombreuses branches à bas salaire, il n'existait que peu de CCT. Organisé par Unia, un colloque est revenu jeudi dernier à Berne sur les hauts et les bas de 25 ans de combat pour des salaires dignes. «Ce n'était pas du tout à la mode de parler de salaires minimaux et c'était même un tabou. Au sein des syndicats existait la crainte que les bas salaires soient améliorés sur le dos des salaires moyens... voire des salaires des hommes», a rappelé Catherine Laubscher. L'ancienne secrétaire régionale d'Unia Neuchâtel était à l'époque secrétaire centrale du «petit Unia». Avec

pour revendication «Pas de salaires inférieurs à 3000 francs», ce syndicat du tertiaire, précurseur de l'actuel Unia, a mené une campagne d'agitation dans le commerce de détail et l'hôtellerie-restauration en mobilisant le personnel et en prenant à témoin l'opinion publique. Avec pour résultat une augmentation de 18% des salaires les plus modestes entre 1998 et 2004 dans la restauration et une progression semblable chez Coop et chez Migros. Parallèlement, les syndicats sont parvenus à relever les salaires les plus faibles dans l'horlogerie, les industries alimentaire et textile, ainsi que dans les imprimeries.

## TRIPLE CRISE...

A partir de 2007, la gauche a lancé des initiatives pour des salaires minimums légaux dans plusieurs cantons, tandis que des syndicalistes de Suisse romande et du Tessin militaient en faveur d'une initiative fédérale de l'USS. «J'étais contre une initiative, je voulais d'abord que nous menions le travail dans les branches. C'est ce que nous avons fait, mais nous sommes arrivés là à nos limites», se souvient, pour sa part, Andreas Rieger, ancien président d'Unia. «Nous vivions une triple crise. Une crise des bas salaires, une crise de la sous-enchère salariale et aussi une crise du syndicalisme, puisque dans certains secteurs, le syndicat était peu représenté. A cette triple crise, il fallait opposer une triple réponse: la politisation des bas salaires, la politisation des moyens de contrôle du marché du travail et la repolitisation de l'action syndicale au travers de mouvements de grève qui se développaient à cette période», explique, de son côté, Alessandro Pelizzari. L'ancien secrétaire régional d'Unia Genève, aujourd'hui directeur de la Haute école de travail social et de la santé de Lausanne, était l'un des promoteurs de l'initiative fédérale pour un salaire minimum de 4000 francs. «Dans les organes syndicaux internationaux, lorsque nous évoquions cette somme, nos interlocuteurs se demandaient dans quel monde nous vivions», sourit Paul Rechsteiner, président de l'USS de 1998 à 2018. L'initiative essuiera une défaite cuisante dans les urnes en 2014, seuls 23,7% des votants l'accepteront. Les initiants réussissent toutefois à faire des 4000 francs une nouvelle norme. Lidl annoncera ainsi fixer sa rémunération minimale à ce montant, suivi peu de temps après par son concurrent Aldi. Les syndicats



Parmi les intervenants au colloque, deux anciens secrétaires régionaux d'Unia, Catherine Laubscher et Alessandro Pelizzari, et un ancien président d'Unia, Andreas Rieger, ont partagé leurs souvenirs et analyses avec le public.

pourront aussi s'appuyer sur l'initiative pour obtenir un relèvement du salaire minimum dans l'industrie des machines. Si l'USS a subi un échec sur le plan fédéral, dans les cantons, la gauche et les syndicats réussiront à faire passer des salaires légaux en votation dans le sillage de Neuchâtel en 2011. Réputé le plus élevé du monde (4264 francs pour une semaine de 41 heures), le salaire minimum genevois, entré en vigueur en 2020, a ainsi offert des augmentations salariales à environ 10% des travailleurs.

## URGENCE SOCIALE

Au final, si toutes ces campagnes ont été bénéfiques pour des centaines de milliers de travailleurs, les bas salaires n'ont cependant pas été éradiqués. En 2020, un salarié sur dix touchait moins de deux tiers du salaire moyen. En outre, depuis plusieurs années, les salaires réels baissent parmi les bas et moyens salaires. «Nous allons nous retrouver au niveau de 2015, c'est critique», prévient David Gallusser, éco-

nomiste à l'USS. Il y a, en effet, une «urgence sociale», souligne Alessandro Pelizzari: «Il y a 1,3 million de personnes qui vivent en dessous, ou pas loin, du seuil de pauvreté.» «Au cours des prochaines années, nous allons travailler sur l'exigence de ne plus avoir de salaires de moins

de 4500 francs ou 5000 francs pour les personnes disposant d'une formation, ainsi qu'un treizième salaire pour tout le monde, a dit pour conclure la présidente d'Unia, Vania Alleva. Le salaire minimum a de l'avenir, nous allons continuer à le défendre.» ■



Vania Alleva, présidente d'Unia, a indiqué que le syndicat allait se mobiliser ces prochaines années contre les salaires en dessous de 4500 francs ou de 5000 francs pour les personnes disposant d'une formation.

## AUGMENTÉE DE... 5 CENTIMES

«Un jour, on m'appelle dans le bureau du chef. Nous sommes très contents de vous, me dit-il, nous avons décidé de vous augmenter de... 5 centimes l'heure!...



Mais ne dites rien à vos collègues, il pourrait y avoir des jalousies...» C'est avec une pointe d'ironie qu'Annie Favre, ancienne employée de Coop, a livré un témoignage durant le colloque. Cette Biennoise ne s'est pas syndiquée tout de suite; au départ, elle était une «employée 3D: dévouée, docile, discrète». «Ce sont les humiliations qui ont entraîné les rebellions.» Engagée avec un contrat d'auxiliaire, elle a dû batailler durant treize ans pour obtenir, avec l'aide d'Unia, un poste fixe. Aujourd'hui retraitée avec 1956 francs net de revenu mensuel, elle veut encourager et remercier celles et ceux «qui s'engagent pour des salaires corrects permettant de vivre et aussi de ne pas avoir un revenu trop bas au moment de l'AVS». ■

# Des salaires minimums plus élevés pour les travailleurs temporaires

La Convention collective de travail location de services, la plus grande de Suisse, est renouvelée pour quatre ans

Aline Andrey

Les travailleuses et les travailleurs temporaires en Suisse seront mieux payés, «à l'issue d'intenses négociations», comme l'écrivent dans un communiqué commun, les partenaires sociaux de la Convention collective de travail location de services – les syndicats Unia et Syna, la Société des employés de commerce, Employés Suisse et Swisstaffing, l'Association suisse des services de l'emploi. «Après dix rounds et un climat de négociation difficile, nous avons craint de ne pas conclure d'accord. Tout s'est finalement décidé dans les deux derniers tours», confie Véronique Polito, vice-présidente d'Unia, très satisfaite du résultat. «Nous avons pu obtenir des augmentations des salaires minimums qui vont au-delà de la compensation du renchérissement de cette seule an-

née afin de rattraper un certain retard lié à la période Covid et à l'inflation. De surcroît, une compensation automatique du renchérissement sans plafond est introduite dès 2024 pour les salaires minimums. Ce qui est exceptionnel!»



La Convention collective de travail location de services s'applique à environ 60% des 400 000 temporaires en Suisse, 40% d'entre eux étant soumis à des CCT de branche ayant force obligatoire.

Les salaires minimums augmenteront donc de 3,2% en 2024, auxquels s'ajoute 0,3% du salaire net lié à une redistribution plus avantageuse des contributions professionnelles qui financent notamment les contrôles, la formation continue et les indemnités journalières en cas de maladie. «Le montant total passe de 1% à 0,8% et est désormais réparti de manière paritaire. Dans le détail, la contribution pour les employeurs augmente de 0,3% à 0,4% et baisse pour les travailleurs de 0,7% à 0,4%. Cela revient à une hausse supplémentaire du salaire net de 0,3%», précisent les partenaires sociaux.

## LA LIGNE ROUGE DES SALAIRES MINIMUMS CANTONAUX

Les CCT de force obligatoire continuent de primer. Les travailleurs temporaires dans la construction par exemple restent soumis à la Conven-

tion nationale. «Ce qui change par contre, et c'est un point très important de ce renouvellement, c'est qu'elle introduit le respect des salaires minimums cantonaux pour autant qu'ils soient supérieurs aux salaires minimums de la CCT. Cet engagement est essentiel pour éviter le dumping», indique Véronique Polito. Les salaires minimums sont calculés en fonction des régions et des qualifications. Pour le personnel non qualifié, le salaire cantonal minimum, plus élevé que ce que prévoit la CCT, sera appliqué au Tessin et à Genève; dans une région de salaire normal, il passera de 3630 à 3744 francs par mois en 2024, dans une région de hauts salaires de 3830 à 3951 francs. Pour le personnel qualifié, la fourchette va de 4240 à 4870 francs. Le personnel spécialisé, soit des personnes qui n'ont pas une formation reconnue mais plus de

1000 heures d'expérience, touche 88% du salaire du personnel qualifié. Depuis 2012, la CCT location de services s'applique ainsi à 60% environ des 400 000 travailleuses et travailleurs temporaires en Suisse, 40% des temporaires étant soumis à des CCT de branche ayant force obligatoire. Les partenaires sociaux demandent au Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) d'étendre le champ d'application de la nouvelle CCT location de services à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour quatre ans et se réjouissent que «le dispositif conventionnel précurseur pour l'organisation et la protection sociale du travail temporaire par le partenariat social continue de se développer». ■



## Ensemble pour un monde du travail plus juste

**syndicom** est le syndicat leader des branches Logistique, Technologie de l'information et de la communication et Médias. Il compte dans tout le pays près de 30 000 membres et s'engage pour les droits des travailleuses et travailleurs, et pour une Suisse sociale et ouverte au monde. ([www.syndicom.ch](http://www.syndicom.ch))



Nous recherchons à partir du 1<sup>er</sup> février 2024 ou selon entente un/une

## Secrétaire régional-e au secteur Médias (70%)

(secrétaire syndical-e politique focalisé-e sur la presse et les médias électroniques)

### Lieu de travail: Lausanne

En tant que secrétaire régional-e, ton champ d'activité principal se trouve en Suisse romande. Tu t'occupes pour l'essentiel de nos membres qui travaillent dans la branche de la presse et des médias électroniques; d'autres part, vous vous occupez en équipe avec une collègue de la branche des libraires et de celle de la communication visuelle. Dans ta fonction de collaborateur-trice syndical-e politique, tu t'engages corps et âme pour nos membres. Ta personnalité charismatique et ta force de persuasion te permettent d'enthousiasmer des personnes de nos branches pour les idées du mouvement syndical et de les recruter comme membres. Grâce à ton sens aigu de la communication, tu parviens à développer et à entretenir un réseau de personnes de confiance. Ton éloquence te facilite le contact avec des personnes d'origine très diverse. Enfin, tu conseilles nos membres et les représentations du personnel, tu t'engages pour améliorer les conditions de travail et tu es responsable de mettre en œuvre des projets et campagnes.

### Si cette fonction semble faite pour toi et que tu as les qualifications suivantes:

- formation professionnelle achevée avec quelques années d'expérience professionnelle, idéalement dans une NPO/ONG ou dans les médias;
- bonne capacité d'organisation et bonnes compétences communicatives ainsi que esprit d'initiative et capacité de travailler de manière autonome;
- volonté de mettre en particulier l'accent sur le recrutement de nouveaux membres;
- excellentes compétences sociales et esprit d'équipe;
- habileté à négocier éprouvée et goût pour l'engagement sociopolitique;
- langue maternelle française et bonnes connaissances (au moins passives) de l'allemand (d'autres langues sont un avantage);
- permis de conduire catégorie B (souhaité).

### tu es le/la bienvenu-e chez nous.

Pour favoriser la diversité au sein des équipes, nous encourageons en particulier les femmes à postuler. syndicom t'offre un défi passionnant dans un environnement de travail varié et valorisant, d'excellentes conditions de travail avec des horaires flexibles et la possibilité de télétravailler partiellement. Souhaites-tu travailler au sein d'une organisation dynamique qui s'engage pour de bonnes conditions de travail et un service public fort? Alors nous nous réjouissons de ta postulation.

Tu es invité-e à envoyer ton dossier de candidature complet d'ici au **26 novembre 2023** à [personal@syndicom.ch](mailto:personal@syndicom.ch). Pour obtenir de plus amples informations, nous te prions de contacter **Stephanie Vonarburg**, vice-présidente et responsable du secteur médias, tél. 079 773 40 53 ou **Dominique Gigon**, responsable de la région Suisse romande, tél 076 466 45 53.

### L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4  
1005 Lausanne  
Tél. 021 321 14 60  
Fax 021 321 14 64  
[redaction@evenement.ch](mailto:redaction@evenement.ch)  
[www.evenement.ch](http://www.evenement.ch)

**ÉDITEUR** L'Événement syndical  
Syndicat Unia

**PRÉSIDENT** Yves Defferrard

**RÉDACTRICE EN CHEF** Sylviane Herranz

**RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE**  
Sonya Mermoud

**ADMINISTRATRICE** Barbara Buffa

### JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,  
Aline Andrey, Manon Todesco,  
Jérôme Béguin

### COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro,  
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,  
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

### PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet,  
Olivier Vogelsang

### ABONNEMENTS 39 éditions par an

Abonnement annuel Fr. 60.-  
Abonnement de soutien Fr. 100.-  
[forum@evenement.ch](mailto:forum@evenement.ch)  
Publicité [pub@evenement.ch](mailto:pub@evenement.ch)

### CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "îlots graphiques"  
Catherine Gavin

### IMPRESSION

Pressor SA, Delémont  
Tirage contrôlé 49 870 exemplaires

# L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

TOUT SAVOIR SUR L'ACTUALITÉ SYNDICALE  
EN SUISSE ROMANDE ET AILLEURS?

**ABONNEZ-VOUS À L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL**

et offrez-vous un regard sur les enjeux sociaux, ici et dans le monde.



## UN MOIS D'ESSAI GRATUIT ?

- ☐ Je souhaite recevoir gratuitement L'Événement syndical pendant 1 mois.
- ☐ Je souscris un abonnement standard à 60 fr. par an.
- ☐ Je souscris un abonnement de soutien à 100 fr. par an.

Nom, prénom, adresse

À retourner à L'Événement syndical · pl. de la Riponne 4 · 1005 Lausanne  
ou à [forum@evenement.ch](mailto:forum@evenement.ch) · [evenement.ch/abonnement](http://evenement.ch/abonnement) · tél. 021 321 14 60

## Augmenter les salaires ?



Découvrez comment faire dans  
le 3<sup>e</sup> épisode d'Industrie News.

Avec Vania Allewa, présidente d'Unia

[unia.ch/industrienews-fr](http://unia.ch/industrienews-fr)



**WWW.EVENEMENT.CH**

**LE COURRIER**  
L'essentiel, autrement.

**l'info  
à vos  
côtés**

**-30% sur nos abos  
aux membres de nos  
réseaux partenaires**  
[lecourrier.ch/offres](http://lecourrier.ch/offres)



**COMPRENDRE  
LE MONDE,  
AGIR ENSEMBLE**



# ZARA ET SHEIN EXACERBENT LA CRISE CLIMATIQUE

Public Eye dénonce l'impact sur le climat des géants de la mode Zara et Shein envoyant hebdomadairement des milliers de tonnes de vêtements par avion à travers le monde. Et lance une pétition

Sonya Mermoud

Toujours plus rapide, toujours plus polluante, la *fast fashion* se trouve de nouveau dans le collimateur de Public Eye. Et en particulier les entreprises Zara, propriété d'Inditex, et Shein, exploitant des boutiques en ligne internationales. Ces deux géants de la mode expédient des centaines de milliers de tonnes d'articles par avion à travers le monde, nuisant gravement au climat, comme le souligne l'ONG, dans son enquête sur la problématique. Une recherche compliquée, précise l'auteure, en raison du manque de renseignements sur le fret aérien des enseignes de vêtements soucieuses de leur image. Public Eye a néanmoins pu s'appuyer sur les informations de médias indépendants et des données douanières détaillées. Et met en lumière, dans son analyse, les dégâts sur l'environnement mais aussi sociaux provoqués par un modèle d'affaires basé sur une mode éphémère et des tendances de très courte durée. Avec, en tête de liste des sociétés recourant à la voie aérienne, Zara et consorts, et ce indépendamment de l'endroit où les habits ont été confectionnés.

## 1600 VOLS PAR AN

Au centre de l'industrie d'Inditex figure l'aéroport de Saragosse, au nord-est de l'Espagne, et ses grands centres de distribution implantés alentours. Tous les

textiles du géant espagnol transitent par cet endroit, quel que soit leur lieu de provenance de production, avant d'être réexpédiés vers ses 5815 boutiques disséminées aux quatre coins du globe. «Les articles y sont repassés, contrôlés et préparés pour être envoyés dans les magasins du monde entier. Saragosse enregistre chaque semaine en moyenne 32 avions pour Inditex, avec une centaine de tonnes de vêtements à leur bord. Cela représente plus de 1600 vols par an – départs et arrivées confondus», chiffre Public Eye dans son communiqué de presse. L'Organisation note que, même en Europe, où le fret aérien n'offre qu'un faible avantage en termes de temps, des habits sont transportés par les airs. «En 2022, cela représentait au moins 42 658 tonnes, selon les informations à disposition.» Un nombre qui pourrait être encore loin du compte. Public Eye précise qu'il existe très peu de données concernant les marchandises directement envoyées aux consommateurs dans des paquets individuels, sans passer par des centres de distribution. «Le géant de la mode en ligne Shein, par exemple, expédie des quantités astronomiques d'articles par courrier aérien directement depuis la Chine à sa clientèle du monde entier.» Cette situation, indique encore l'ONG, l'a conduit à mettre en place un partenariat stratégique avec China Southern Airlines. «Des avions-cargos de la plus grande compagnie aérienne asiatique

font la navette entre Guangzhou et Los Angeles, ainsi qu'entre Guangzhou et Amsterdam ou Londres, en exclusivité pour Shein.»

## UNE POLLUTION NETTEMENT PLUS ÉLEVÉE

L'analyse de l'ONG confronte Inditex aux objectifs ambitieux en matière de durabilité et d'engagements climatiques que le groupe met en avant; alors qu'il passe sous silence le fret aérien et ses conséquences sur le climat. La multinationale se targue en revanche de fournir des nouveautés deux fois par semaine à ses 5815 boutiques. Non sans répercussions sur les conditions de travail d'ouvriers sous pression et le plus souvent mal payés. Toujours selon cette même source, Zara a, l'an dernier, réalisé un nouveau record avec 621 244 tonnes d'articles produits. Pour se faire une idée de l'empreinte carbone des textiles véhiculés



OLIVIER VOGELSANG

Les émissions de gaz à effet de serre liées au transport d'un vêtement par avion sont environ 14 fois plus élevées que celles d'un article acheminé principalement par voie maritime, selon une étude citée par Public Eye.

par avion, Public Eye cite l'étude réalisée par la société de conseil en environnement Systain, basée à Hambourg, en collaboration avec le groupe Otto. Le calcul effectué conclut que les émissions de gaz à effet de serre liées au transport d'un vêtement par avion sont environ 14 fois plus élevées que celles d'un article transporté principalement par voie maritime. «Ce nouveau scandale vient s'ajouter au sombre palmarès d'une industrie réputée pour

son bilan catastrophique aux niveaux environnemental et social.» Dans ce contexte, Public Eye a lancé une pétition\* exigeant d'Inditex, «le leader de la "mode avion" de prendre au sérieux ses propres objectifs de durabilité et de renoncer à ce type de transport néfaste pour le climat». ■

\* Pour signer la pétition, aller sur: [publiceye.ch/fr/zara-crashe-le-climat](https://publiceye.ch/fr/zara-crashe-le-climat)

## POING LEVÉ

# LE FÉMINICIDE, POINTE DE L'ICEBERG

Par Aline Andrey

Chaque deux semaines, en Suisse, une femme est victime de féminicide. Elles seraient le double à survivre à une tentative de meurtre, par un proche, selon le Bureau fédéral de l'égalité des sexes. De surcroît, une femme sur cinq subit des violences domestiques. Si les dénonciations à la police sont quotidiennes, elles ne représenteraient qu'entre 10% et 20% des cas. Cette situation touche toutes les classes sociales, toutes les régions et tous les âges. Les seniors sont particulièrement touchées selon une enquête de la RTS. Entre 2013 et 2022, en Suisse, 39 femmes de plus de 70 ans ont été tuées par un proche. Les témoignages glaçants décrivent la terreur: dévalorisation, humiliation, menaces, insultes, viol, tentative de meurtre... Rappelons-le, le féminicide est un crime sexiste, un assassinat dirigé contre une personne en raison de son genre. Les personnes LGBTQIA+ en sont aussi la cible. Plus largement, cette violence liée au genre peut être de nature physique, psychologique, sexuelle ou économique. Elle prend sa source dans le patriarcat dont découle le capitalisme...

D'année en année, le nombre de féminicides ne fléchit pas. Les centres LAVI d'aide aux victimes et les hébergements d'urgence sont surchargés. Cette violence à l'encontre des femmes et des minorités dépasse bien entendu la sphère privée puisque le harcèlement sexuel et les vexations morales se retrouvent largement dans le monde du travail et dans l'espace public. La violence se révèle aussi administrative, étatique même, puisque les femmes mariées de nationalité étrangère risquent de perdre leur permis de séjour et donc d'être renvoyées dans leur pays d'origine si elles déposent une plainte contre leur mari violent.

Les violences dans les pays d'origine – mariages forcés, mutilations génitales, menaces de mort... –, sur la route de l'exil – viols, trafic d'êtres humains, refoulements illégaux depuis la Grèce, humiliations et violences en Croatie... – ou dans les pays d'accueil, subies par les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA+ doivent être reconnues comme motif d'asile. Il est urgent d'accueillir ces personnes avec respect, au lieu de les renvoyer dans des territoires traumatiques sur la base d'intolérables accords de Dublin. Par ailleurs, la Marche mondiale des femmes dénonce le classement, cet été, par le Parlement suisse de la pétition européenne Feminist Asylum (déposée en 2022) qui demandait notamment l'application de la Convention d'Istanbul (Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique). Le 25 novembre, la Journée internationale pour l'élimination des violences sexistes et sexuelles marquera le début de la campagne: «16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre». Elle se terminera le 10 décembre lors de la Journée internationale des droits de l'homme (!), qui n'a toujours pas changé d'appellation... ■

Voir aussi en pages 7 et 8.

# Un vendredi hors de toute logique marchande

Pour contrebalancer le *Black Friday* ce 24 novembre, une alliance d'organisations propose à Neuchâtel le *Black Freeday*, un marché gratuit doublé d'un moment d'échange et de partage

Sonya Mermoud

À la frénésie des achats généralement générée par le *Black Friday*, événement commer-



cial caractérisé par d'importants soldes, l'Intercollectif neuchâtelois oppose, pour la troisième année consécutive, ce 24 novembre, un tout autre vendredi. Un vendredi baptisé *Black Freeday*\* qui se traduit par l'organisation d'un marché gratuit. Le principe est simple: les intéressés peuvent amener des livres, des jeux, des vêtements inutilisés et repartir avec ce que d'autres auront apporté. La démarche se veut aussi un moment d'échange, de partage et de solidarité autour d'un thé chaud et offre l'occasion de découvrir différentes associations et leur travail. L'Intercollectif à l'origine de cette initiative œuvre avec la participation ou le soutien de plusieurs autres associations et partis politiques à l'image de la Grève du climat, de Public Eye, de la Grève féministe, de Solidarités ou encore de la Fédération libertaire des montagnes. «Quand on est précaire, ou que nos revenus sont faibles, les soldes sont un des moyens que nous nous empressons d'utiliser pour faire des économies, et c'est bien normal.

Mais les soldes monstres du *Black Friday* poussent les gens à acheter plus qu'ils n'en ont besoin», note l'Intercollectif dans un communiqué de presse, dénonçant la surconsommation et le gaspillage et ses effets dévastateurs sur la planète. «Le *Black Friday* est un symbole et un symptôme du capitalisme. Ce système économique repose sur une croissance infinie – alors que nous vivons dans un monde fini – et sur la surexploitation des ressources naturelles et humaines, qui s'épuisent rapidement», ajoutent les organisateurs, évoquant non seulement la catastrophe environnementale en cours mais aussi les répercussions de ce modèle sur le Sud global et son impact social. Pour l'Intercollectif, le *Black Freeday* permet de faire converger les luttes en vue de «construire un autre système, plus durable, plus solidaire, plus démocratique». ■

\* 24 novembre, place des Halles, à Neuchâtel, dès 15h.



# «LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS A ÉTÉ SOUVENT TOLÉRÉE!»

L'avocat genevois Olivier Peter a déjà fait condamner de nombreux trafiquants d'êtres humains. La police et la justice n'ont pas toujours été d'un grand secours aux victimes. Il demande à l'Etat d'intervenir enfin

Adaptation de l'article de Jonas Komposch et Darija Knežević

**Work: Selon Plateforme Traite, la plateforme suisse contre la traite des êtres humains, le nombre de victimes tend à augmenter depuis 2019. Pour la seule année 2022, la plateforme a identifié 177 nouvelles victimes de traite.**

**De tels crimes sont-ils toujours plus fréquents?** M<sup>r</sup> Olivier Peter: C'est difficile à dire. En effet, en raison d'une prise de conscience du problème, ainsi que de la création de services spécialisés, il est plus aisé aux victimes de s'annoncer. D'où un risque de fausser la statistique, car plus de cas sont identifiés. Le problème principal repose dans la justice suisse, qui a longtemps toléré la traite des êtres humains à des fins d'exploitation de la force de travail.

**Pardon?**

Pendant des années, de nombreuses autorités ont considéré que l'exploitation du travail était une simple affaire de droit privé entre des parties jouissant du même statut contractuel. Alors qu'en réalité, il s'agit d'une infraction pénale, sinon d'un crime poursuivi d'office! Pendant longtemps, les ministères publics et les forces de police n'ont pas fait leur travail. Cela a permis à des pratiques criminelles graves de se répandre et à leurs auteurs et autrices de rester impunis.

**Où y a-t-il concrètement un problème avec la police?**

Pour commencer, il faut savoir que bien souvent les victimes elles-mêmes n'ont pas conscience que l'infraction de traite est réa-lisée. Elles ignorent qu'elles ont des droits et qu'elles pourraient prétendre à des prestations spécifiques. Se rendre à la police est donc une démarche très difficile, d'autant plus qu'en très large majorité, elles séjournent sur sol suisse sans une autorisation valable. Leurs craintes sont hélas justifiées: une fois annoncées aux autorités, ni les victimes de traite, ni les personnes témoins n'ont la garantie de pouvoir rester définitivement en Suisse. Même quand elles coopèrent pleinement avec la police.

**Que devraient donc faire les victimes?**

Avant d'aller au poste de police, elles devraient demander le soutien du syndicat ou d'un bureau spécialisé. Le système a beau comporter des éléments positifs aux victimes, il reste globalement favorable aux coupables. Aujourd'hui encore, certains procureurs ne connaissent pas l'article 182 du Code pénal et la définition de la traite d'êtres humains. J'ai vu des enquêtes qui ont duré plus de sept ans sans même que le cas soit porté devant le tribunal, avec un changement de procureur tous les dix-huit mois. Les procédures tendent ainsi à s'enterrer. Sans compter que, bien souvent, les victimes n'ont pas de logement adéquat. A Genève, il y a au moins des foyers pour les femmes, alors qu'il n'existe aucune structure semblable pour les hommes, qui peuvent passer des années dans une chambre d'hôtel à attendre l'issue de la procédure.

**On peut toutefois se défendre. Vous-même avez déjà gagné plusieurs causes de ce genre!** Quelques-unes. Un arrêt rendu dans le secteur de la construction me tient particulièrement à cœur.



Olivier Peter, avocat spécialisé dans la défense des droits humains, critique l'inaction du monde politique et des autorités. Photo: participation à un symposium sur la traite des êtres humains organisé le 23 octobre par Unia.

ment à cœur. Sur les chantiers, il arrive souvent que le trafiquant d'êtres humains soit originaire du même pays ou de la même région que ses victimes. Or, ce n'est pas toujours simple pour cette personne de créer une entreprise dans les règles de l'art et de fournir tous les documents nécessaires aux commissions de contrôle paritaires. Par conséquent, les auteurs d'infraction étrangers s'adressent souvent à des fiduciaires suisses, qui leur servent d'«homme de paille». Il en va de même dans ce cas. Les deux compères étaient redevables de plus de 400 000 francs envers les ouvriers exploités. Le procureur s'était surtout concentré sur le patron étranger. Il a fallu beaucoup insister pour que son homme de paille soit lui aussi inquiété. En définitive, le tribunal a admis la responsabilité personnelle de l'homme de paille pour les salaires impayés et il a même été condamné à une peine de prison. Il s'agit d'une réelle avancée, car jusque-là, dans de telles situations, le Ministère public avait toujours épargné les administrateurs. Depuis ce jugement, la pratique me paraît être en train de changer.

**Avez-vous d'autres affaires comparables en cours?**

Notre étude défend à l'heure actuelle plusieurs victimes de la traite des êtres humains. Une employée de maison sud-américaine qui a été exploitée et abusée par l'employeur dans un hôtel particulier au centre-ville de Genève. Dans un autre cas, nous défendons plusieurs travailleuses philippines victimes de traite au sein d'une mission diplomatique. L'affaire est d'autant plus délicate que les prévenus ont invoqué l'immunité diplomatique. Si nécessaire, nous porterons cette question devant la Cour européenne des droits de l'homme.

**Il y a un an, la Confédération a adopté le troisième plan d'action national (PAN) contre la traite des êtres humains. Unia y a aussi contribué. L'optimisme est-il de mise?** On assiste à une évolution réjouissante. Tout a commencé au Tessin, où une unité de po-

lice spécialisée dans la lutte contre la traite des êtres humains a vu le jour dès 2005. La région Unia locale y est pour beaucoup, ayant révélé au grand jour, avec le Ministère public, plusieurs cas de ce genre et exigé la création d'un tel service. Or, il est bien clair que si une unité spéciale de police et une procureure spécialisée s'occupent de cette question, les choses tendent à bouger.

**Vous êtes professionnellement actif dans le canton de Genève, qui joue un rôle de pionnier dans la lutte contre la traite des êtres humains. A quoi cela tient-il?**

Chez nous, les syndicats et des organisations de la société civile ont accompli un précieux travail; en dénonçant des cas, en apportant leur soutien aux victimes et en poussant les autorités à réagir. Sans ce travail, Genève en serait au même point que d'autres cantons. Il est vrai que nous disposons d'une brigade de police spéciale contre la traite des êtres humains, faisant souvent un excellent travail, alors que d'autres cantons se dérobent encore à leurs obligations envers les victimes. On aurait cependant tort de croire que la lutte contre la traite des êtres humains passe uniquement par la répression. Le plus important est de reconnaître que la traite se développe lorsqu'on tolère des conditions de travail indignes et que les contrôles effectués sur les lieux de travail sont insuffisants. L'Etat doit encore s'occuper des victimes, les protéger, mettre à leur disposition des logements et légaliser leur séjour. Enfin, tout reste à faire sur la question de l'indemnisation. Je vois souvent un Etat qui ne permet que des travailleuses et des travailleurs soient exploités, mais qui, ensuite, ne veut pas réparer le dommage, refusant d'indemniser le dommage salarial. A mon sens, il y a là un réel problème. ■

Article paru dans *Work* du 3 novembre 2023. Traduction de Sylvain Bauhofer.

# «JE N'ÉTAIS PLUS UN ÊTRE HUMAIN»

Selim Öztürk\* a été employé dans une entreprise de restauration de l'Oberland bernois. Il s'y est fait exploiter, insulter et a dû travailler quasi non-stop. Son histoire présente des indices de traite des êtres humains

Darija Knežević

Selim Öztürk\*, 41 ans, a besoin de tout son courage pour parler de son passé. Il habite en Suisse depuis dix ans dont cinq dans un petit village bernois, où il travaillait dans un restaurant. *Work* l'a rencontré dans un bar de la capitale. Alors que les autres gens discutent joyeusement après le travail autour d'une bière, Selim Öztürk reste sérieux. Il se commande un thé. «Cela me calme», explique-t-il. Il est néanmoins heureux de parler: «J'ai trop longtemps gardé le silence.»

**ESPOIR D'UN MEILLEUR AVENIR**

Sa vie en Suisse n'a pas été un long fleuve tranquille. Né en Turquie, Selim Öztürk a été déraciné très tôt. Sa famille ayant émigré aux Pays-Bas, il y a fait sa scolarité et a obtenu plus tard la nationalité hollandaise. A 31 ans, pour échapper à des difficultés personnelles et professionnelles, Selim Öztürk a décidé de venir en Suisse. Il y avait de la famille et rêvait d'un avenir meilleur.

A son arrivée, Selim Öztürk ne savait que quelques mots d'allemand. «J'ai sous-estimé la difficulté du dialecte», reconnaît-il volontiers. Il a d'abord travaillé dans une pizzeria, puis dans les nettoyyages. Une connaissance lui a alors proposé un emploi dans un restaurant situé dans un petit village écarté du canton de Berne. Il y était employé comme sommelier, et avait une chambre à lui dans le même bâtiment.

«Pendant les six mois qu'a duré ma période d'essai, je n'ai pas reçu de contrat de travail», raconte-t-il. C'était un premier signal d'alarme sur lequel Selim Öztürk a fermé les yeux, tout heureux d'avoir un travail et un toit.

**«JE NE CONNAISSAIS PAS MES DROITS»**

«J'étais employé au restaurant mais, en réalité, j'ai presque tout fait pour mon chef. Je me suis occupé de son jardin, j'ai repeint ses murs, nettoyé sa maison et même apporté mon aide sur un chantier de rénovation», détaille-t-il. «Je n'avais pratiquement jamais de temps libre. Quand j'avais officiellement congé, on venait à tout moment me chercher dans ma chambre pour donner un coup de main en salle.» Et comme il travaillait presque chaque jour, il quittait rarement le village.

A cela s'ajoutait le problème du salaire: «Le patron payait les salaires de la main à la main, en trichant sur les heures effectuées. Les employés ne disaient rien, car ils avaient peur de lui.» Selim Öztürk gagnait 18 francs net par heure, soit moins que le salaire minimum inscrit dans la Convention collective nationale de travail.

On voit bien à quel point aujourd'hui encore, Selim Öztürk a du mal à raconter ces événements. Pendant tout l'entretien, il remue nerveusement sa cuillère dans sa tasse et froisse son sachet de thé. «Cette période passée au restaurant m'a beaucoup fait souffrir. Je n'avais pas d'amis, pas d'entourage et j'avais perdu le goût de la vie.»

Quand il reparle aujourd'hui des cinq années vécues dans cet établissement, tout le monde lui demande pourquoi il n'a pas démissionné. «Je ne connaissais pas mes droits. D'abord, je ne voulais pas que le patron me mette à la porte. Par la suite, je n'ai plus eu la force de donner mon congé, tant j'étais épuisé psychologiquement.» Il craignait d'ailleurs de ne pas retrouver de travail et de toit.



Pendant cinq ans Selim Öztürk\*, employé dans la restauration, s'est trouvé à la merci de son patron.

**INDICES DE TRAITE**

Le système juridique suisse prime lui aussi la traite des êtres humains (voir interview de la page de gauche). Or, quand est-on en présence de traite des êtres humains? Selon la définition internationale en vigueur, trois éléments doivent être réunis à cet effet, à savoir:

1. le recrutement actif, le transport et l'hébergement de personnes;
2. des menaces ou le recours à la force physique ou psychique;
3. un but d'exploitation sexuelle, d'exploitation du travail ou de prélèvement d'organes.

Le troisième plan d'action national

**LES BLAGUES RACISTES ÉTAIENT SON LOT QUOTIDIEN**

Comme il a eu besoin de temps pour comprendre le dialecte, Selim Öztürk ne s'est pas rendu compte de la manière dont son chef parlait de lui. «A midi déjà, il était ivre et houspillait le personnel. Pendant que tout le monde devait travailler dur, lui riait aux éclats avec les habitués, en faisant des blagues racistes sur les Turcs.» Son chef l'exhibait comme un cheval de cirque.

Les choses n'ont fait qu'empirer avec la pandémie de Covid-19. Sur ordre du Conseil fédéral, les restaurants ont dû fermer leurs portes pendant quelques semaines. «Comme je n'avais qu'une chambre, j'ai demandé à mon chef la permission de me préparer à manger dans la cuisine du restaurant. Il me l'a interdit.» Il lui a ainsi fallu se contenter, pendant des semaines entières, de repas chauffés au micro-ondes. Son salaire a chuté à 500 francs par mois. «La situation était catastrophique. Dans ma tête, je n'étais plus un être humain.»

Quelques mois après la pandémie, le chef a licencié plusieurs employés, et Selim Öztürk a reçu son congé. «C'est ce qui m'a sauvé! Rétrospectivement il se fait des reproches: «J'ai eu tort de ne pas me défendre et de ne pas chercher d'aide pendant ces cinq ans.» Il est vrai que la situation lui paraissait sans issue. Selim Öztürk vit désormais à Bienne, où il travaillait comme logisticien. Les années où il s'est fait exploiter au travail ont beau être loin derrière, il n'est pas près de les oublier. ■

\* Identité fictive.

Article paru dans *Work* du 3 novembre 2023. Traduction de Sylvain Bauhofer.

# «Le féminicide est un crime de possession»

Avant le 25 novembre, Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, l'historienne Christelle Taraud dénonce des inégalités millénaires

Aline Andrey

Dans le livre *Féminicides. Une histoire mondiale*, Christelle Taraud, spécialiste des questions de genre et de sexualité dans les espaces coloniaux, démontre les violences faites aux femmes au travers des siècles, collectivement et individuellement, des sorcières aux esclaves, des fœticides aux féminicides. Avec la collaboration de plus d'une centaine d'autrices, de chercheuses et de militantes, cet ouvrage lourd de plus de 900 pages dénonce les différentes facettes du patriarcat, ce «système de violences si ancré, si incorporé, si intégré, aussi bien individuellement que collectivement, qu'il finit par être transparent, impensé, tabou», selon les mots de l'historienne. Elle était à La Chaux-de-Fonds pour une conférence au Club 44 au début du mois, et sera à Genève dans le cadre du festival Les Créatives, le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Entretien.

## QUESTIONS RÉPONSES

**Cette journée du 25 novembre est-elle importante pour les droits des femmes?**

C'est toujours ambivalent ce rapport aux grandes dates du calendrier des droits humains. D'un côté, c'est une manière de faire croire qu'on s'occupe de nous, comme si ça dédouanait nos sociétés de regarder en face la violence faite aux femmes tout au long de l'année et des siècles. De l'autre, ces dates symboliques sont des pigures de rappel et peuvent être des moments importants de prise de conscience.

**Le mot féminicide est entré dans le vocabulaire il y a une dizaine d'années. Quelle évolution constatez-vous dans les droits des femmes?**

Ça avance, mais évidemment pas assez vite. On voit des améliorations en Europe occidentale, mais à l'échelle planétaire beaucoup moins. Si l'Espagne est pionnière au niveau européen; si, en juin 2023, en Belgique, la loi très avant-gardiste «Stop féminicide» a été adoptée sous l'impulsion de Sarah Schlitz; et si le 14 novembre, en France, l'Assemblée nationale a voté, enfin, un projet de loi qui prévoit «la suspension automatique de l'autorité parentale en cas de condamnation pour agression incestueuse, crime sur l'enfant ou sur l'autre parent», il y a encore beaucoup à faire.

Les violences à l'encontre des femmes, c'est une dynamique qui évolue en fonction de rapports de force. Dans certaines sociétés, des femmes ont réussi, par des combats très longs, à obtenir plus de droits. Mais ceux-ci restent fragiles, comme le démontrent les inégalités persistantes des salaires, et donc des retraites, ou le recul dans le droit à l'IVG, notamment aux Etats-Unis. Et si, a contrario, en France, le consensus est large en faveur de l'IVG, on s'aperçoit qu'il y a une grande différence entre le discours officiel et la réalité, en particulier pour les femmes les plus précarisées et isolées, dans le monde rural, les quartiers défavorisés, sans domicile ou en situation de handicap... Dans certaines régions, on ne peut pas avorter, parce qu'il n'y a plus d'hôpitaux, plus de gynéco, des médecins hostiles, ou peu d'informations.

Et puis, il y a des pays où la situation des femmes est au-delà des mots. Je pense aux Afghanes, aux Iraniennes, aux Mexicaines ou aux femmes de la RDC, en particulier dans le Kivu, où depuis des dizaines d'années, elles subissent la guerre civile dans leur corps, au travers d'un féminicide de masse dont personne ne parle.

**Dans votre livre, vous parlez de féminicides et d'inégalités salariales, de viols et de langage épique...**

Ce sont différents types de violence qui ne sont pas appréhendés au même niveau, car on ne peut s'empêcher de les hiérarchi-

ser. J'essaie de mon côté de ne pas le faire. Car l'outil d'analyse que j'ai forgé, le «continuum féminicide», permet dans chaque contexte de considérer le spectre des violences qui touche la population féminine globale, en le contextualisant par pays, de la naissance à la mort.

L'outil permet en effet d'éclairer un flux de violences, dont la partie la plus visible est le féminicide. Comme ce n'est pas un crime spontané, mais préparé, tout ce qui s'est passé avant autorise la violence létale. L'homme violent commence par des agressions minimes, il n'est pas arrêté; il continue, et la violence va crescendo, bénéficiant toujours de ce régime d'impunité qui, au final, se conclut par une exécution. Car le féminicide n'est ni un meurtre, ni un assassinat, c'est une exécution. Et il se produit en général quand la femme veut mettre fin au régime de terreur dont elle est la victime. Soit lorsqu'elle menace de rompre ou juste après la rupture. Tant qu'elle se soumet, l'agresseur n'a aucune raison de la tuer, puisqu'il a un «joujou» à la maison dont il peut user et abuser à sa convenance. Le féminicide, il faut le redire avec force, est un crime de possession.

**Quelles solutions voyez-vous pour contrer cette violence millénaire?**

Il s'agit de détruire la structure élémentaire de la violence: le patriarcat. La presque totalité des sociétés humaines sont organisées sur ce mode. Et ce dès la préhistoire. C'est un système d'écrasement des femmes très ancien, qui s'est ensuite complexifié dans des régimes de castes, puis de classes. Le capitalisme est une extension du patriarcat, le racisme aussi. Mais il faut se souvenir que la première colonie de l'humanité ce sont les femmes, ces territoires à conquérir, à soumettre et à ravager. Avec le capitalisme, on est simplement passé des corps-territoires féminins à la planète entière.

Le patriarcat crée la hiérarchie originelle, les dominants et les dominées. Toutes les discriminations sont le produit direct de cette matrice élémentaire. Le patriarcat doit donc être détruit pour construire d'autres sociétés. Quand on a dit ça, on comprend que ça ne va pas être facile, parce qu'on parle de millénaires de domination sur l'ensemble de la planète. Néanmoins, cela permet de prendre conscience de la racine du problème, qu'une société juste, égalitaire et inclusive, oblige à changer de paradigme. C'est une vision politique à très long terme, je ne verrai pas ce projet aboutir.

Intégralité de l'interview sur le site [www.evenement.ch](http://www.evenement.ch)

*Féminicides. Une histoire mondiale*, dirigé par Christelle Taraud, La Découverte, 928 pages, septembre 2022.

Voir aussi en pages 5 et 8.



Au nord du Mexique, dans la ville frontière de Ciudad Juárez des milliers de femmes ouvrières ont été assassinées.







# LES RÉMUNÉRATIONS DANS LE NETTOYAGE VONT ÊTRE REVALORISÉES

La nouvelle convention collective de travail de la branche en Suisse romande prévoit une augmentation des salaires minimums et l'indexation automatique liée à l'inflation

Jérôme Béguin

«C'est historique», se félicite Camila Aros, secrétaire syndicale d'Unia Genève, en charge de la branche du nettoyage. Les négociations entre les partenaires sociaux pour le renouvellement de la Convention collective de travail (CCT) du nettoyage romand ont, en effet, débouché sur de nettes avancées pour les travailleurs et les travailleuses de la branche. Valable jusqu'en 2028, la nouvelle CCT prévoit pour 2024 une augmentation de 25 centimes l'heure pour l'ensemble des catégories professionnelles de la

grille des salaires minimums (à l'exception des catégories rémunérées au salaire minimum genevois, voir ci-dessous). Ces salaires minimums seront dès 2025 revalorisés chaque année de +0,5%. «Notre priorité lors de ces négociations étaient les salaires. Avec l'augmentation des prix, c'était primordial pour les travailleurs. Mis à part à Genève, où le salaire minimum cantonal s'applique, les salaires de la CCT étaient très bas. Nous avons réussi à les augmenter et même à faire en sorte que, pour Genève, ils se situent au-dessus du salaire minimum dès l'année 2025», explique Camila Aros. La valorisation de +0,5% est effectivement

applicable en sus du salaire minimum légal applicable au bout du lac. En outre, ces salaires seront indexés chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation. «Les patrons ont signé un chèque en blanc pour quatre ans, c'est assez extraordinaire», note la syndicaliste. Remarquons aussi que dès 2025, il n'existera plus qu'une seule catégorie pour le personnel effectuant du nettoyage spécifique ou de fin de chantier, tous les salariés seront rémunérés au niveau le plus élevé. Cela permettra de revaloriser nettement cette classe salariale. Les partenaires sociaux ont aussi profité de ce renouvellement pour

réécrire et clarifier certains articles de la CCT qui pouvaient porter à confusion. «Je m'occupe aussi de l'hôtellerie-restauration et je peux dire, qu'en comparaison, la CCT du nettoyage est une meilleure convention, elle apporte plus de protections aux travailleurs, les horaires sont fixés dans le contrat et il n'y a pas de travail sur appel», conclut Camila Aros. Une demande d'extension a été déposée auprès du Secrétariat d'Etat à l'économie afin que la CCT continue de couvrir, sur l'ensemble des cantons romands et le Jura bernois, quelque 21 500 salariés employés par environ 340 entreprises. ■



La convention collective de travail du nettoyage romand couvre quelque 21 500 salariés employés par environ 340 entreprises.

## SALAIRES MINIMUMS OBLIGATOIRES DÈS LE 01.01.2024 EN SUISSE ROMANDE\*

CATÉGORIE	SALAIRE HORAIRE
Nettoyage spécifique et de chantier:	
Chef d'équipe	29,45 fr.
CFC plus de 2 ans dans la branche	28,15 fr.
CFC moins de 2 ans dans la branche	26,75 fr.
AFP	25,00 fr.
Nettoyeur sans qualification plus de 4 ans dans la branche	24,15 fr.
Nettoyeur sans qualification moins de 4 ans dans la branche	22,65 fr.
Nettoyage d'entretien:	
Nettoyeur d'entretien avec diplôme EGP ou MRP	21,25 fr.
Nettoyeur d'entretien sans diplôme EGP ou MRP	20,25 fr.

\* A Genève, le salaire minimum cantonal s'applique dans tous les cas.

# Valais: Salaires en hausse pour les électriciens et les garagistes

Unia Valais annonce des augmentations de salaires dans les branches automobile et de l'électricité dépassant la seule compensation de l'inflation

Sonya Mermoud

Bonne nouvelle pour les électriciens et les garagistes valaisans. Les partenaires sociaux sont parvenus dans ces deux branches à un accord prévoyant des

hausse des rémunérations. «Nous sommes satisfaits des solutions trouvées», commente Serge Aymon, responsable des secteurs de l'artisanat valaisan pour Unia. En 2024, les électriciens verront leurs salaires augmenter de 2,2%. «Comme l'indice

de référence pour le renchérissement est de 1,7% (indice d'octobre), avec cette augmentation, les salariés bénéficieront de la pleine compensation ainsi que d'une hausse réelle de leur salaire de 0,5%», précise Unia dans un communiqué de presse. Une seule séance aura été nécessaire pour arriver à une entente, mais, indique Serge Aymon, elle a été très longue. «Il a fallu convaincre les patrons.» Certains salaires minimums seront également revalorisés, soit entre 0,60 francs et 3,15 francs de plus l'heure. Unia souligne l'importance de ces majorations dans le cadre de la lutte contre le dumping salarial pratiqué par certaines sociétés étrangères, faussant la concurrence. L'accord conclu profite à 1800 salariés du domaine répartis dans quelques 170 entreprises.

## CONVENTION RENOUVELÉE

Dans la branche automobile, les salaires réels des employés du domaine seront dès l'an prochain augmentés de 2,3%. Une manière, sou-

ignent les partenaires sociaux dans un communiqué commun, de reconnaître le travail fourni par le personnel, de maintenir son pouvoir d'achat et de renforcer l'attractivité de la branche. Les salaires minimums conventionnels sont revalorisés de 110 francs par mois pour toutes les catégories professionnelles. La convention collective de travail (CCT) a été prolongée de quatre ans. Son renouvellement inclut différentes améliorations: dès 2024, les employés bénéficieront d'un jour de vacances supplémentaires; en 2025, les employés âgés de 20 à 49 ans auront droit à cinq semaines de vacances, et les 50 ans et plus et 20 et moins de six semaines. Enfin, une indemnité de piquet de 150 francs par semaine est octroyée. «Celle-ci sera accordée indépendamment du fait que la personne de piquet doive ou non procéder à un dépannage. Dans ce dernier cas, les heures d'intervention seront payées en plus», note Serge Aymon. ■



La nouvelle convention des garagistes prévoit notamment plus de vacances.

## BRÈVES

### SUISSE BAISSÉ DES SALAIRES RÉELS DANS LA CONSTRUCTION

Réunis en assemblée les 9 et 10 novembre, les délégués de la Société suisse des entrepreneurs (SSE) n'ont pas incité la fédération patronale à revenir à la table des négociations, déplorent Unia et Syna dans un communiqué de presse commun. Rappelons que la SSE avait rompu les pourparlers et refusé des hausses générales de salaires (voir L'ES du 8 novembre). Les syndicats ont regretté que les délégués manquent l'occasion de rectifier le tir, insistant sur «l'attitude irresponsable des entrepreneurs». Ils soulignent que le gel des rémunérations se traduit pour bon nombre de travailleurs par une perte de salaire réel estimée ces trois dernières années à environ 4%. Et jugent l'attitude de la SSE d'autant plus incompréhensible qu'elle demande «instamment» à ses membres de ne pas conclure de contrat avec les maîtres d'ouvrage sans compensation automatique du renchérissement tout en refusant de l'accorder au personnel. Unia et Syna ont aussi rappelé qu'un maçon sur deux quitte la branche et que la relève est insuffisante. La baisse des salaires réels aggravera, selon eux, la pénurie de travailleurs qualifiés à laquelle est confrontée la branche. «En 2030 déjà, il manquerait 21% de travailleurs de la construction pour répondre aux besoins et même 31% dix ans plus tard.» Unia et Syna ajoutent encore que les ouvriers sont déçus et qu'ils «s'engageront plus énergiquement l'année prochaine pour une augmentation salariale qui soit juste». ■ SM

### GENÈVE GRÈVE DE LA FONCTION PUBLIQUE RECONDUITE

A Genève, le personnel de l'Etat et du secteur subventionné était convié à faire grève le 14 novembre dernier pour exiger une hausse de salaire supérieure au 1% accordé par le Conseil d'Etat pour 2024. Quelque 850 grévistes se sont annoncés ce jour-là. Ils étaient peut-être davantage vu le délai d'une semaine pour le faire. L'Assemblée générale qui a suivi le débrayage a réuni 500 participants, puis un millier de personnes ont défilé lors de la manifestation du soir. Ce premier élan de mobilisation a mis en lumière l'insuffisance de l'augmentation prévue par le gouvernement en regard des 5% revendiqués par les syndicats pour couvrir l'indexation et la hausse des primes maladie. Les grévistes ont aussi demandé davantage de moyens et de postes de travail pour assurer les besoins de la population et des services. Lors de l'assemblée générale, ils ont décidé de confirmer leurs revendications et de reconduire le mouvement en appelant à une nouvelle grève, ce jeudi 23 novembre dès 15h, puis à un rassemblement devant l'Hôtel-de-Ville de Genève, à 16h30, pour accueillir les députés au Grand Conseil. Ces derniers devront adopter le budget 2024 de l'Etat de Genève. ■ SH

### VAUD VICTOIRE D'ÉTAPE AVEC UNE HAUSSE DE 1,9% DES SALAIRES

La fonction publique vaudoise, le CHUV et le secteur parapublic bénéficieront d'une augmentation des salaires de 1,7% dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024, à laquelle s'ajoute la hausse de 0,2% promise en mai dernier. Le Conseil d'Etat a communiqué cette décision aux trois organisations syndicales représentant le personnel du public et du parapublic, la FSF, le SSP-Vaud et Sud, le 13 novembre. Le gouvernement annonce une «pleine indexation», basée sur l'indice des prix à la consommation (IPC) d'octobre. Il se félicite de cette décision dans «un contexte de ralentissement économique dans lequel il a dû construire le budget 2024», celui-ci prévoyant un déficit de 249 millions. Il se garde cependant de préciser que presque la moitié de ce déficit sera dû à une baisse des impôts de 3,5% décidée par le Grand Conseil en octobre, et qui ne bénéficiera qu'aux plus aisés... De leur côté, les syndicats avaient exigé début novembre une revalorisation des salaires de 5%, incluant l'indexation, une compensation pour les pertes passées et un complément pour faire face à la hausse effective du coût de la vie, l'IPC ne reflétant pas la réalité. Ils expliquent que, depuis le redémarrage de l'inflation en décembre 2020, l'IPC a augmenté de 6,4% alors que l'Etat n'a accordé qu'une hausse de 1,4% début 2023. Les syndicats prennent acte de la décision du gouvernement qui, disent-ils, «constitue un succès de notre mobilisation», mais qui ne couvre de loin pas l'entier du renchérissement réel du coût de la vie. Lors de la rencontre du 13 novembre, ils ont demandé au Conseil d'Etat l'ouverture rapide de négociations sur la question salariale. Pour appuyer cette requête et les revendications du personnel, la FSF, le SSP-Vaud et Sud ont appelé à une première mobilisation automnale qui devait se tenir hier, mardi 21 novembre, à Lausanne. ■ SH



# LA SANTÉ EST MALADE: LES SOIGNANTS D'UNIA ONT LE BON MÉDICAMENT!

Face à la crise du système de santé qui met en péril la qualité des soins, des mesures urgentes doivent être prises. Avec l'aide d'Unia, les soignants sont aujourd'hui dans les rues de villes de Suisse pour sensibiliser la population

Textes Sylviane Herranz

**O**pération sensibilisation! Le système de soins est au bord de l'effondrement en Suisse. Le personnel n'en peut plus. Entre 300 et 400 personnes quittent le domaine hospitalier et les établissements médicaux sociaux tous les mois. Deux ans après l'adoption de l'initiative pour les soins infirmiers, en novembre 2021, pratiquement rien n'a changé. Face à cette crise, des militantes et des militants d'Unia actifs dans la santé et les secrétaires syndicaux de la branche ont décidé d'interpeller la population. Aujourd'hui, mercredi 22 novembre, ils sont présents avec des stands et des actions symboliques comme des *flashmob* dans huit villes du pays, dont Neuchâtel et Delémont en Suisse romande. La devise: «Les soins sont en arrêt maladie: nous avons le remède!» Ce remède est contenu dans une petite boîte de médicaments, créée pour l'occasion et distribuée aux passants: l'IbuProSoins<sup>®</sup> Forte. Sa notice d'utilisation détaille la pathologie du système et les effets pour y remédier (voir encadré). La population est invitée à discuter avec les soignants et à prendre conscience de la situation qui, si rien n'est fait, va encore empirer. La pénurie de personnel va s'accroître ces prochaines années et aura pour conséquence une prise en charge encore plus insuffisante des patients, et notamment des personnes âgées.

## DROIT INALIÉNABLE

«Avoir de bons soins est un droit inaliénable pour chacun des citoyens, c'est pour cela que nous voulons maintenir la pression, deux ans après le vote de l'initiative sur les soins. Les conditions de travail du personnel de santé sont toujours catastrophiques: manque de soignants, *turn-over*, stress, pas le temps de discuter avec le patient ou

tout simplement de le soigner, explique Enrico Borelli, coresponsable de la branche des soins à Unia. La situation est dramatique. Dans certains hôpitaux, des services sont fermés, les horaires des urgences réduits. Il y a un sous-financement du domaine hospitalier. Cela touche aussi les EMS où Unia est présent. Cette situation n'affecte pas que les soignants, mais également les patients et leurs familles qui ne bénéficient plus de soins de qualité. Les gens ont le droit de vivre leurs dernières années dans la dignité. Il faut prendre des mesures urgentes pour résoudre ce problème qui concerne tout le monde.»

Ces mesures ont été identifiées par les syndicats, les associations professionnelles et la Conférence des directeurs cantonaux de la santé dans une déclaration commune, publiée en juin, où ils appellent cantons, employeurs et Confédération à mettre en œuvre l'initiative et à améliorer le financement du système. «La santé est un élément essentiel de la société. L'Etat doit fournir les conditions-cadres. On nous dit qu'il n'y a pas d'argent mais des exemples, comme en Valais où des fonds ont été dégagés, prouvent le contraire», explique Enrico Borelli.

## ALLIANCE AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

«Il faut agir maintenant, car si on n'arrive pas à améliorer les conditions de travail, le personnel ne sera plus en mesure d'assurer la qualité des soins, ajoute le syndicaliste. Il faut une approche globale du problème. Nous voulons développer une stratégie d'alliance avec la société civile, les retraités, des scientifiques, entre autres. Les syndicats ont une grande responsabilité, mais il est essentiel que des représentants d'autres secteurs s'engagent avec nous. Dans ce sens, Unia va préparer une mobilisation unitaire pour 2024.» ■



OLIVIER VOGELANG

Unia continue à se mobiliser pour améliorer la situation des soignants comme lors de cette manifestation en juin 2021 à Neuchâtel.

## Rendez-vous aujourd'hui en Suisse romande:

**Delémont, place de la gare:** de 9h à 18h, jeu de Monopoly géant, stand d'informations, distribution d'IbuProSoins<sup>®</sup>.

**Neuchâtel, Fontaine de la Justice:** de 10h à 14h, point presse, stand d'informations et action avec distribution d'IbuProSoins<sup>®</sup>.



## IBUPROSOINS<sup>®</sup> FORTE: LA SOLUTION

Avec 500 mg de mesures immédiates et 100 mg de financement juste des soins, Unia propose un traitement efficace «contre l'état d'urgence dans les soins et pour des soins de qualité». Aperçu de la notice d'utilisation:

- **Quand IbuProSoins<sup>®</sup> Forte est-il utilisé?** «Il est utilisé pour le traitement aigu des cas suivants: stress et surmenage, temps de repos trop courts et semaines de travail trop longues, missions de dernière minute régulières et plans de service déséquilibrés, trop peu de temps à consacrer aux résidents et aux patients, soins à la chaîne, soins sans travail relationnel, salaire trop bas.»
- **Que contient IbuProSoins<sup>®</sup> Forte?** «Il contient cinq composants ayant un effet immédiat.» Ces composants concernent les salaires, les allocations, les vacances, l'enregistrement du temps de travail et la garde d'enfants.
- **De quoi faut-il tenir compte avant son utilisation?** «IbuProSoins<sup>®</sup> Forte entraîne un changement d'attitude durable chez les politiciens et chez les employeurs: au lieu de privilégier les mesures d'économies et la rentabilité, ils et elles s'engagent à investir dans de bonnes conditions de travail qui permettent des soins de qualité. Le principal composant à cet effet est un financement juste des soins.» Suit une liste de mesures nécessaires qui se conclut par «IbuProSoins<sup>®</sup> Forte agit donc durablement contre la pénurie de personnel, la situation d'urgence dans les soins et les soins dangereux en raison d'un personnel surmené.» ■

# Jura: un collectif d'indignés au chevet de la santé

Exaspérés par les hausses brutales des primes maladie, l'opacité de la LAMal et l'apathie des politiques, une quarantaine de citoyens jurassiens ont créé un groupe de pression qui a pour objectif principal d'instaurer à terme une «véritable assurance santé»

Alain Portner

**L**es Jurassiens semblent mieux digérer le menu pantagruélique de la Saint-Martin que les augmentations à répétition des primes maladies. Issu de ce canton, un collectif citoyen «pour une véritable assurance santé» a en effet organisé vendredi dernier une conférence de presse à Delémont pour exprimer son indignation face à l'incurie ordinaire des élus et la matière. «Ce mépris de la population suisse fait froid dans le dos et nous incite à crier notre exaspération et à penser que les citoyennes et citoyens de ce pays doivent sortir du bois pour se positionner publiquement», a dit en préambule Denis Cattin, le coordinateur de ce groupe de pression. Indépendant de tout parti politique, même si une bonne fraction de sa quarantaine de sympathisants possède une solide fibre sociale et a donc le cœur plutôt à gauche, ce collectif dénonce les travers et dérives du modèle actuel et appelle à en changer radicalement. «Le système de caisse maladie introduit de la concurrence dans un domaine, la santé, qui devrait en être exempt. Par cette pratique, les caisses maladie font reposer les coûts sur la population, alors qu'elles font fructifier les bénéfices de leurs organes dirigeants.» Comme l'a rappelé Josiane Marquis, qui s'est ex-

primée en tant qu'assurée lambda, les primes ont plus que doublé depuis l'entrée en vigueur de la LAMal (loi fédérale sur l'assurance maladie) en 1996. Mais pas les salaires! «Un directeur d'entreprise paie la même prime qu'un ouvrier non qualifié. Ce système n'est absolument pas social.» Et de s'offusquer que «dans un pays riche comme la Suisse, une partie conséquente de la population se pose une question d'argent avant de prendre rendez-vous chez un médecin ou un dentiste».

## INERTIE ET LOBBIES

Face à cette explosion des primes, une seule option aujourd'hui: changer de caisse ou de franchise. Une aberration pour ces Jurassiens excédés, qui ont dénoncé l'opacité et la complexité du régime auquel nous sommes soumis. Difficile effectivement de s'y retrouver dans la pléthore d'offres (environ 1400 possibilités d'après leurs calculs) proposées par la cinquantaine de caisses maladie actives sur le marché. Sans oublier, ainsi que l'a souligné le syndicaliste Thierry Cortat, que «ces changements occasionnent des frais estimés entre 800 et 1000 francs par assuré». Coûts que les assurés – «vaches à lait» – supportent au final. «Nous sommes face à un incendie et personne ne s'engage pour l'éteindre, a pour sa part constaté Suzanne Maître-Schindelholz, représentante de

la Fédération romande des consommateurs. C'est juste dramatique et révoltant de savoir que pendant quatre ans les Chambres fédérales n'ont accepté aucune proposition pour réformer le système de santé et soulager les assurés.» Si rien ne bouge, c'est parce que la majorité des parlementaires qui siègent à Berne appliquent, selon Denis Cattin, «un transfert de loyauté en faveur des lobbies auquel ils sont attachés». Et cela, bien sûr, au détriment du peuple qui les a élus. Le remède de ce collectif «pour une véritable assurance santé»? «Une caisse unique, entièrement publique ou alors construite sur le système de l'AVS, avec des primes fixées en fonction du revenu qui ne doivent pas excéder 10% du revenu disponible.» Rien de très nouveau. Leur solution ressemble à de précédentes initiatives balayées en votations. Mais à force de remettre l'ouvrage sur le métier, peut-être que l'idée fera son chemin dans les esprits, y compris outre-Sarine...

## D'INDIGNÉS À INDOCILES

Conscient que cette réforme ne verra pas le jour «avant longtemps», ce groupe de pression préconise toute une série de mesures à prendre d'urgence pour maintenir une offre de soins de qualité accessible à tous et éviter ainsi une médecine à deux vitesses. Telles que geler les primes maladie,

valoriser les professionnels de la santé, réduire le prix des médicaments, obtenir une transparence des coûts, instaurer le dossier médical électronique obligatoire... Sans omettre la prévention – «parent pauvre de notre politique de santé» – qui devrait être sérieusement renforcée. Cette conférence de presse était la première action concrète de ce collectif jurassien. «Elle visait à nous faire connaître du public et à susciter de nombreuses adhésions à notre groupe et à ses objectifs», a relevé Denis Cattin. Qui imagine à terme la création d'un collectif citoyen romand, histoire d'avoir davantage de poids au niveau fédéral. «Nous avons déjà des contacts dans les cantons de Neuchâtel, Vaud et Genève», a-t-il précisé. La suite? Le lancement d'une pétition cantonale et la mise sur pied d'une manifestation début 2024, l'organisation d'un débat public et le soutien à l'initiative socialiste demandant un plafonnement des primes à 10 % du revenu. «Mais indépendamment du résultat des urnes, notre collectif poursuivra son engagement pour la création d'une véritable assurance santé. Et si les choses ne changent pas, si rien ne bouge, on pourrait rejoindre à terme le groupe des indociles, des indociles de la santé!» C'est dit. ■